

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1941

[C — 2004/29139]

31 MAART 2004. — Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie inzake ondersteuning van schoolintegratie van jongeren met een handicap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Er wordt instemming verleend met het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie inzake ondersteuning van schoolintegratie van jongeren met een handicap.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop de laatste van de twee goedkeuringsakten van de akkoordsluitende partijen in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 31 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad.- Ontwerp van decreet, nr. 506-1. - Verslag, nr. 506-2.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 23 maart 2004.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1942

[2004/201509]

17 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 février 2003 sur la Radiodiffusion, notamment l'article 137, § 3;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat, applicables au personnel des services des Gouvernements de Communautés et de Régions, des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, et notamment l'article 2, § 1^{er}, 3^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 29 avril 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 30 avril 2003;

Vu le protocole n° 292 du Comité de négociation de Secteur XVII, conclu le 4 juin 2003;

Vu l'avis 35.739/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 janvier 2004;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Audiovisuel,

Vu la délibération du Gouvernement du 17 mars 2004,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents des niveaux 2+, 2 et 3 du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, ci-après dénommé « C.S.A. ».

Art. 2. Sous réserve des modalités fixées par le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française sont applicables aux agents visés à l'article 1^{er}.

Les dispositions qui modifient, complètent ou remplacent les dispositions des arrêtés visés à l'alinéa 1^{er} sont applicables de plein droit aux agents visés à l'article 1^{er}, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures d'adaptation prévues au présent arrêté.

Pour l'application, aux agents visés à l'article 1^{er}, des règles ci-dessus, il y a lieu de substituer aux mots « agents des Services du Gouvernement » qui figurent dans celles-ci, les mots « agents du C.S.A. ».

CHAPITRE II. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

Art. 3. L'article 1^{er} doit se lire comme suit :

« Article 1^{er}. La qualité d'agent du C.S.A. est reconnue à tout membre du personnel qui y est occupé à titre définitif. »

Art. 4. L'article 2, § 1^{er}, doit se lire comme suit :

« § 1^{er}. Chaque membre du personnel est nommé à un grade, conformément au tableau figurant en annexe I au présent arrêté, qui le situe dans un rang et dans une catégorie et qui l'habilite à occuper un des emplois prévus au cadre du C.S.A. et qui correspond à ce grade. »

Dans le même article, les §§ 2, 1^o, et 3, 1^o, ne sont pas applicables.

Art. 5. L'article 3 n'est pas applicable.

Art. 6. L'article 5, alinéa 1^{er}, doit se lire comme suit :

« Art. 5. Le président du C.S.A., le Secrétaire d'instruction et les conseillers ont pour devoir de veiller, par une gestion adéquate des membres du personnel définitifs, stagiaires ou contractuels composant les services dont ils ont la charge, à ce que les missions dévolues auxdits services soient remplies au mieux. »

Art. 7. Les articles 6 à 8 ne sont pas applicables.

Art. 8. L'article 11 doit se lire comme suit :

« Art. 11. Il existe, au sein du C.S.A., un Conseil de direction composé du président du C.S.A., du Secrétaire d'instruction et des trois conseillers comptant le plus grand nombre d'années de service au sein du C.S.A.

Il est présidé par le président du C.S.A. Le président désigne le membre du Conseil de direction qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret. »

Art. 9. L'article 12 n'est pas applicable.

Art. 10. L'article 14 doit se lire comme suit :

« Art. 14. Sur avis conforme du Conseil de direction, le Bureau autorise le cumul d'activités dans les affaires privées ou publiques aux conditions suivantes :

1^o le cumul n'a pas trait à une activité ou occupation incompatible avec la qualité de membre du personnel du C.S.A.;

2^o le cumul ne couvre pas des périodes d'activités complémentaires qui rendent impossible l'accomplissement normal par le membre du personnel de ses fonctions;

3^o le cumul n'est pas de nature à induire dans le chef du public une confusion entre les activités fonctionnelles et privées du membre du personnel.

Le refus du cumul d'activités fondé sur une incompatibilité ou une circonstance autre que celles visées aux points 2 et 3 de l'alinéa précédent ainsi que le refus du cumul d'activités relatif à un mandat exercé au nom d'un autre Gouvernement dans des entreprises privées sont décidés par le Bureau sur avis du Conseil de direction.

La décision du Gouvernement de confier à un membre du personnel du C.S.A. un mandat visé à l'article 13, 2^o alinéa 1^{er}, emporte de plein droit autorisation du cumul pour l'exercice de ce mandat.

Les agents bénéficiant d'une autorisation de cumul dans un secteur d'activités soumis à leur contrôle administratif, budgétaire ou financier direct veillent, pour ce qui concerne l'activité qu'ils exercent en cumul et, s'il échet, l'organisme tiers pour compte duquel cette activité est exercée, à ce que ledit contrôle soit effectué de manière indépendante par un autre agent. »

Art. 11. L'article 16 doit se lire comme suit :

« Art. 16. Le Bureau peut déclarer vacant tout emploi du rang le moins élevé de chaque niveau définitivement dépourvu de titulaire ou tout emploi du même rang qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir par recrutement. »

Art. 12. A l'article 19, l'alinéa 2, du § 1^{er} doit se lire comme suit :

« Ils sont appelés en service en qualité de stagiaires, avec jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel l'instance qui se porte garante de la sélection a mis les intéressés à la disposition du C.S.A. »

Dans le même article, le § 2 doit se lire comme suit :

« Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, du (de la) président(e). Il effectue son stage conformément à l'article 24. »

Art. 13. L'article 20 doit se lire comme suit :

« Art. 20. Le stage est d'une durée de :

— neuf mois pour les grades du niveau 2+;

— six mois pour les grades des niveaux 2 et 3. »

Art. 14. L'article 23 doit se lire comme suit :

« Art. 23. § 1^{er}. Le stage des candidats au niveau 2+ est accompli sous la maîtrise d'un Collège de stage composé :
— du (de la) président(e) du C.S.A. et, le cas échéant, du Secrétaire d'instruction lorsqu'il s'agit d'un agent affecté au Secrétariat d'instruction;

— du conseiller sous l'autorité duquel est placé le stagiaire.

§ 2. Le stage des candidats aux autres niveaux est accompli sous la maîtrise conjointe d'un maître de stage et du supérieur hiérarchique immédiat.

§ 3. Un maître de stage est désigné par le Bureau parmi les conseillers du C.S.A. ayant suivi un programme de formation dont le contenu est arrêté par le fonctionnaire général dirigeant l'Ecole d'administration publique de la Communauté française. »

Art. 15. L'article 28 doit se lire comme suit :

« Art. 28. Dans le cas visé à l'article 26, 1^o, le stagiaire est nommé par le Bureau en qualité de membre du personnel statutaire au grade auquel il s'est porté candidat. Il est affecté à un emploi de son grade et de sa catégorie inscrit au cadre du C.S.A. »

Art. 16. L'article 29, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Si l'admission au stage est retardée parce qu'une enquête s'impose pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable et si le stagiaire est dépassé au C.S.A. par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat, ou le mieux classé de ces lauréats, a commencé son stage. »

Art. 17. L'article 30 doit se lire comme suit :

« Art. 30. Les agents prêtent le serment prévu à l'article 1^{er}, § 4 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région, et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent entre les mains du Bureau ou au membre du Bureau auquel le Bureau a délégué ce pouvoir.

S'ils refusent de prêter le serment dans le mois, ils sont réputés démis de leurs fonctions. »

Art. 18. L'article 31, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, doit se lire comme suit :

« Art. 31. § 1^{er}. Pour l'application des dispositions réglementaires qui se fondent sur l'ancienneté administrative, l'ordre de préférence entre les agents dont l'ancienneté doit être comparée s'établit de la manière suivante :

1^o l'agent dont l'ancienneté de niveau est la plus grande;

2^o à égalité d'ancienneté de niveau, l'agent dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3^o à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. »

Art. 19. L'article 37 doit se lire comme suit :

« Art. 37. Sauf en ce qui concerne la promotion en carrière plane, le Bureau peut déclarer vacant tout emploi dépourvu de titulaire ou tout emploi qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir par promotion, par changement de grade, par changement de catégorie, par transfert ou par mutation. »

Art. 20. L'article 38 doit se lire comme suit :

« Art. 38. § 1^{er}. Lorsque la nature des fonctions à exercer l'exige ou les besoins du service le justifient, le Bureau peut, après avis du Conseil de direction, déterminer des conditions particulières de nomination par promotion, par accession au niveau supérieur, par promotion par avancement de grade, par changement de grade ou par changement de catégorie.

Ces conditions reproduisent, notamment, les titres, les aptitudes ou les qualifications particulières requis pour la nomination.

La vérification des aptitudes requises est opérée selon les modalités fixées par le Bureau.

Les conditions particulières sont rappelées à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats.

§ 2. Préalablement à une déclaration de vacance d'emploi, l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination décide si, eu égard aux besoins du service, un profil de fonctions doit correspondre à l'emploi considéré.

Lorsqu'il est requis, le profil de fonction est établi par le Conseil de direction.

Il est porté à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats. »

Art. 21. L'article 44 doit se lire comme suit :

« Art. 44. § 1^{er}. Les concours d'accession au niveau supérieur sont organisés pour la promotion par accession à des grades des rangs 20 ou 25.

§ 2. Sans préjudice des conditions fixées par le présent statut, peuvent participer à un concours d'accession au niveau supérieur pour autant qu'ils comptent un an d'ancienneté de niveau :

a) pour la promotion à un grade du rang 25, tous les agents du C.S.A. nommés à titre définitif dans un grade du niveau 2;

b) pour la promotion à un grade du rang 20, tous les agents du C.S.A. nommés à titre définitif dans un grade du niveau 3.

Le Gouvernement peut ajouter d'autres conditions à celles qui sont exigées au présent paragraphe pour la participation à des concours d'accession en vue de la nomination à des emplois des rangs 25 et 20 qu'il détermine, lorsque ces conditions sont justifiées par la nature de ces emplois.

§ 3. Les conditions de participation fixées au § 2 doivent être remplies à la date fixée dans l'appel aux candidats pour la clôture des inscriptions au concours.

§ 4. Pour l'application du § 2, a), les agents du niveau 2+ peuvent se prévaloir de leur ancienneté de niveau acquise tant au niveau 2 qu'au niveau 2+. »

Art. 22. Les articles 55 et 61 ne sont pas applicables.

Art. 23. L'article 70 doit se lire comme suit :

« Il est publié annuellement une liste nominative des agents du C.S.A. mentionnant leur niveau, leurs anciennetés administratives, leur catégorie, leur date de naissance ainsi que l'échelle de traitement qui leur est attribuée. »

Art. 24. L'article 71 doit se lire comme suit :

« Art. 71. Il est publié un organigramme du C.S.A. reprenant sa structure, avec indication des responsables. Il est procédé à une nouvelle publication à chaque modification de la structure du C.S.A. »

Art. 25. L'article 72 n'est pas applicable.

Art. 26. Les articles 94 à 98 ne sont pas applicables.

Art. 27. L'article 106 doit se lire comme suit :

« Art. 106. Il est institué une Chambre de recours au C.S.A., compétente pour les agents visés à l'article 1^{er}. »

Art. 28. L'article 107, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, doit se lire comme suit :

« § 1^{er}. La Chambre de recours du C.S.A. comprend deux sections : »

Dans le même article, le § 4 doit se lire comme suit :

« § 4. Les président et président suppléant composant la Chambre de recours compétente pour les agents des Services du Gouvernement de la Communauté française assument les mêmes fonctions au sein de la Chambre de recours visée à l'article 106. »

Dans le même article, le § 5 doit se lire comme suit :

« § 5. Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés pour moitié par les organisations syndicales représentatives au Comité de négociation du Secteur XVII, à raison d'un assesseur et de deux assesseurs suppléants par organisation syndicale. Pour l'autre moitié, ils sont désignés par le Gouvernement.

Les assesseurs sont choisis parmi les membres du personnel du C.S.A., âgés de 35 ans au moins et comptant une ancienneté de service de cinq ans. A défaut de membre du personnel remplissant cette condition, il peut y être dérogé. Ils ne peuvent faire l'objet d'une mention d'évaluation défavorable ou d'une mention d'évaluation réservée. »

Art. 29. L'article 119 n'est pas applicable.

Art. 30. L'article 120 doit se lire comme suit :

« Art. 120. Les emplois du cadre du C.S.A. sont globalisés. »

Art. 31. L'article 133 n'est pas applicable.

Art. 32. A l'annexe I^{re}, le point « A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales » doit se lire comme suit :

« A. Fonctionnaire général(e) :

Rang 16 Secrétaire d'instruction »

Le point « B. Agents des autres catégories » est supprimé.

Art. 33. A l'article 30^{ter} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, il y a lieu de lire à la place des termes « le Gouvernement », les termes « le Bureau ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 35. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mars 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,

Ch. DUPONT

Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,

O. CHASTEL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1942

[2004/201509]

17 MAART 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 137, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 2, § 1, 3^o;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 april 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 april 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 30 april 2003;

Gelet op het protocol nr. 292 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 4 juni 2003;

Gelet op het advies nr. 35.739/2 van de Raad van State, gegeven op 7 januari 2004;
Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van de Audiovisuele sector,
Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 maart 2004,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren van de niveaus 2+, 2 en 3 van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, hierna de « C.S.A. » genoemd.

Art. 2. Onder voorbehoud van de door dit besluit nader bepaalde regels, zijn het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van toepassing op de ambtenaren bedoeld in artikel 1.

De bepalingen die de bepalingen van de besluiten bedoeld bij het eerste lid wijzigen, aanvullen of vervangen, zijn van rechtswege toepasselijk op de ambtenaren bedoeld in artikel 1, behoudens als zij betrekking hebben op de bepalingen waarvoor de bij dit besluit bedoelde aanpassingsmaatregelen worden getroffen.

Voor de toepassing van de hierboven vermelde regels op de ambtenaren bedoeld in artikel 1, dienen de woorden « ambtenaren van de Diensten van de Regering », die in deze voorkomen, te worden vervangen door de woorden « ambtenaren van de C.S.A. »

HOOFDSTUK II. — *Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Art. 3. Artikel 1 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 1. De hoedanigheid van ambtenaar van de C.S.A. wordt toegekend aan ieder personeelslid dat er, in vast dienstverband, tewerkgesteld is. »

Art. 4. Artikel 2, § 1, dient te worden gelezen als volgt :

« § 1. Iedere ambtenaar wordt benoemd in een graad, overeenkomstig de tabel als bijlage I bij dit besluit, die hem in een rang en in een categorie situeert en die hem machtigt tot het bekleden van één van de betrekkingen die bepaald zijn in de personeelsformaties vastgesteld voor de C.S.A. die overeenstemt met deze graad. »

In hetzelfde artikel zijn de §§ 2, 1°, en 3, 1° niet van toepassing.

Art. 5. Artikel 3 is niet van toepassing.

Art. 6. Artikel 5, eerste lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 5. De Voorzitter van de C.S.A., de Onderzoekssecretaris en de adviseurs hebben als plicht ervoor te zorgen, dank zij een gepast beheer van de vast benoemde personeelsleden, stagiairs of contractuelen die de diensten vormen die onder hun beheer vallen, dat de aan bedoelde diensten toegewezen opdrachten naar behoren worden uitgevoerd. »

Art. 7. De artikelen 6 tot 8 zijn niet van toepassing.

Art. 8. Artikel 11 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 11. Binnen de C.S.A. bestaat er een Directieraad, die samengesteld is uit de Voorzitter van de C.S.A., de Onderzoekssecretaris en drie adviseurs met de grootste dienstanciënniteit binnen de C.S.A.

Hij wordt voorgezeten door de Voorzitter van de C.S.A. De Voorzitter stelt het lid van de Directieraad aan dat hem bij afwezigheid of verhindering vervangt.

Elke individuele beslissing die door de Directieraad wordt genomen ten opzichte van een personeelslid, gebeurt bij geheime stemming. »

Art. 9. Artikel 12 is niet van toepassing.

Art. 10. Artikel 14 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 14. Op eensluidend advies van de Directieraad wordt de cumulatie van activiteiten in privé- of overheidszaken door het Bureau toegelaten onder de volgende voorwaarden :

1° de cumulatie heeft geen betrekking op een activiteit of een bezigheid die onverenigbaar is met de hoedanigheid van personeelslid van de C.S.A.;

2° de cumulatie valt niet samen met bijkomende periodes van activiteit die het normaal verrichten door het personeelslid van zijn ambtsplichten onmogelijk maken;

3° de cumulatie is niet van dien aard dat er een verwarring kan ontstaan voor het publiek tussen de ambtelijke activiteiten en de privé-zaken van het personeelslid.

De weigering van de cumulatie van activiteiten op basis van een onverenigbaarheid of een andere omstandigheid dan deze die bedoeld is bij de punten 2 en 3 van het vorige lid alsook de weigering van de cumulatie van activiteiten betreffende het mandaat uitgeoefend namens een andere Regering in privé-ondernemingen, worden door het Bureau, op advies van de Directieraad, beslist.

De beslissing van de Regering om aan een personeelslid van de C.S.A. een mandaat bedoeld in artikel 13, 2°, eerste lid, toe te wijzen, brengt van rechtswege een machtiging tot cumulatie voor het uitoefenen van dat mandaat met zich mee.

De ambtenaren die een machtiging tot cumulatie genieten in een activiteitssector die onder hun bestuurs-, begrotings- of financieel toezicht staat, zorgen, wat betreft de activiteit die zij in cumulatie uitoefenen en, desnoods, de derde instelling waarvoor deze activiteit wordt uitgeoefend, ervoor dat dit toezicht op zelfstandige manier wordt uitgeoefend door een andere ambtenaar.

Art. 11. Artikel 16 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 16. Het Bureau kan elke betrekking van de laagste rang van elk niveau vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke betrekking van dezelfde rang die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven, ten einde er door werving in te voorzien. »

Art. 12. In artikel 19 dient het tweede lid van § 1 te worden gelezen als volgt :

« Zij worden in dienst geroepen als stagiair, met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, uiterlijk de eerste dag van de derde maand die volgt op die waarin de instantie die zich bezig houdt met de selectieprocedure de geslaagden ter beschikking van de C.S.A. heeft gesteld. »

In hetzelfde artikel dient § 2 te worden gelezen als volgt :

«De stagiair ressorteert tijdens zijn stage onder de Voorzitter (ster). Hij volbrengt zijn stage overeenkomstig artikel 24. »

Art. 13. Artikel 20 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 20. De stage duurt :

- negen maanden voor de graden van niveau 2+;
- zes maanden voor de graden van de niveaus 2 en 3. »

Art. 14. Artikel 23 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 23. § 1. De stage van de kandidaten voor niveau 2+ wordt volbracht onder het meesterschap van een Stagecollege, bestaande uit :

- de voorzitter(ster) van de C.S.A. en, in voorkomend geval, de Onderzoekssecretaris, gaat het om een ambtenaar die aangewezen werd tot het Onderzoekssecretariaat;
- de adviseur onder wiens gezag de stagiair gesteld is.

§ 2. De stage van de kandidaten voor de andere niveaus wordt volbracht onder het gezamenlijk meesterschap van een stagemeeester en de onmiddellijke hiërarchische meerdere.

§ 3. Een stagemeeester wordt door het Bureau benoemd onder de adviseurs van de C.S.A. die een vormingsprogramma hebben gevolgd waarvan de inhoud wordt bepaald door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de « Ecole d'administration publique » (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. Artikel 28 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 28. In het in artikel 26, 1^o bedoelde geval wordt de stagiair door het Bureau tot ambtenaar vastbenoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld. Hij wordt aangewezen voor een betrekking van zijn graad en van zijn categorie die in de personeelsformatie van de C.S.A. bestaat. »

Art. 16. Artikel 29, tweede lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Indien de toelating tot de stage wordt vertraagd omdat een onderzoek geboden is om uit te maken of de stagiair van onberispelijk gedrag is en de stagiair in de C.S.A. door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat. »

Art. 17. Artikel 30 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 30. De ambtenaren leggen de eed af bedoeld bij artikel 1, § 4, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, in handen van het Bureau of van een lid van het Bureau aan wie het Bureau deze bevoegdheid heeft overgedragen.

Indien zij de eed binnen de maand weigeren af te leggen, worden zij van hun ambt als ontheven geacht. »

Art. 18. Artikel 31, § 1, eerste lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 31. § 1. Voor de toepassing van de verordeningsbepalingen die uitgaan van de administratieve anciënniteit, wordt onder de ambtenaren wier anciënniteit moet worden vergeleken de voorrang als volgt bepaald :

- 1^o de ambtenaar met de grootste niveau-anciënniteit;
- 2^o bij gelijke niveau-anciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;
- 3^o bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. »

Art. 19. Artikel 37 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 37. Behoudens wat de bevordering in een vlakke loopbaan betreft, kan het Bureau elke betrekking vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke betrekking die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven ten einde er door bevordering, door verandering van graad, door verandering van categorie, door overdracht of door overplaatsing in te voorzien. »

Art. 20. Artikel 38 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 38. § 1. Wanneer de aard van het uit te oefenen ambt het vergt of wanneer de behoeften van de dienst het verantwoordt, kan het Bureau, na advies van de Directieraad, bijzondere voorwaarden bepalen voor de benoeming door bevordering, door overgang naar het hogere niveau, door verhoging in graad, door verandering van graad of door verandering van categorie.

Deze voorwaarden omvatten, inzonderheid, de bijzondere titels, bekwaamheid of kwalificaties vereist voor de benoeming.

Het nagaan van de vereiste bekwaamheid gebeurt volgens de nadere regels bepaald door het Bureau.

De bijzondere voorwaarden worden opnieuw ter kennis van de ambtenaren gebracht ter gelegenheid van de oproep tot de gegadigden.

§ 2. Alvorens een betrekking vakant te verklaren, beslist de overheid belast met de benoemingsbevoegdheid of, rekening houdend met de behoeften van de dienst, een ambtsprofiel met betrokken betrekking moet overeenstemmen.

Indien vereist, wordt het ambtsprofiel samengesteld door de Directieraad.

Het wordt ter kennis gebracht van de ambtenaren bij de oproep tot de gegadigden. »

Art. 21. Artikel 44 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 44. § 1. De vergelijkende examens voor overgang naar een hoger niveau worden georganiseerd voor de bevordering door overgang naar de graden van de rangen 20 of 25.

§ 2. Onverminderd de door dit statuut gestelde voorwaarden, mogen deelnemen aan een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau, mits zij één jaar niveauanciënniteit tellen :

a) voor de bevordering tot een graad van rang 25, alle ambtenaren van de C.S.A. die vast benoemd zijn in een graad van niveau 2;

b) voor de bevordering tot een graad van rang 20, alle ambtenaren van de C.S.A. die vast benoemd zijn in een graad van niveau 3.

De Regering kan andere voorwaarden toevoegen aan deze die in deze paragraaf vereist zijn om deel te mogen nemen aan vergelijkende overgangsexamens met het oog op de benoeming in betrekkingen van de rangen 25 en 20 die zij bepaalt, wanneer deze voorwaarden verantwoord zijn door de aard van deze betrekkingen.

§ 3. De in § 2 gestelde deelnemingsvoorwaarden moeten vervuld zijn op de datum die werd bepaald in de oproep tot de kandidaten voor het sluiten van de inschrijvingen voor het vergelijkend examen.

§ 4. Voor de toepassing van § 2, a) kunnen de ambtenaren van niveau 2+ zich op hun niveauanciënniteit beroepen die ze zowel in niveau 2 als in niveau 2+ verworven hebben. »

Art. 22. De artikelen 55 en 61 zijn niet van toepassing.

Art. 23. Artikel 70 dient te worden gelezen als volgt :

« Jaarlijks wordt een naamlijst van de ambtenaren van de C.S.A. bekendgemaakt met vermelding van hun niveau, hun administratieve anciënniteit, hun categorie, hun geboortedatum alsook de weddeschaal die hen wordt toegekend. »

Art. 24. Artikel 71 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 71. Er wordt een organogram van de C.S.A. bekendgemaakt waarin de structuur wordt opgenomen met vermelding van de verantwoordelijke ambtenaren.

Bij elke wijziging van de structuur van de C.S.A. wordt een nieuw organogram bekendgemaakt. »

Art. 25. Artikel 72 is niet van toepassing.

Art. 26. De artikelen 94 tot 98 zijn niet van toepassing.

Art. 27. Artikel 106 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 106. Er wordt een Raad van Beroep voor de C.S.A. ingesteld, die bevoegd is voor de ambtenaren bedoeld in artikel 1. »

Art. 28. Artikel 107, § 1, eerste lid dient te worden gelezen als volgt :

« § 1. De Raad van Beroep voor de C.S.A. omvat twee afdelingen : »

In hetzelfde artikel dient § 4 te worden gelezen als volgt :

« § 4. De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter waaruit de Raad van Beroep bevoegd voor de ambtenaren van de Diensten van de Regering samengesteld is, oefenen dezelfde functies uit binnen de Raad van Beroep bedoeld in artikel 106. »

In hetzelfde artikel dient § 5 te worden gelezen als volgt :

« § 5. De assessoren en de plaatsvervangende assessoren worden voor de helft aangewezen door de representatieve vakorganisaties die in het Onderhandelingscomité van Sector XVII zijn vertegenwoordigd naar rato van één assessor en twee plaatsvervangende assessoren per vakorganisatie. Voor de andere helft worden zij door de Regering aangewezen.

De assessoren worden gekozen onder de personeelsleden van de C.S.A., die ten minste 35 jaar oud zijn en vijf jaar dienstanciënniteit tellen. Bij gebrek aan ambtenaren die aan deze voorwaarde voldoen, kan ervan afgeweken worden. Zij mogen geen vermelding van ongunstige evaluatie noch een vermelding van evaluatie "met voorbehoud" hebben gekregen. »

Art. 29. Artikel 119 is niet van toepassing.

Art. 30. Artikel 120 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 120. De betrekkingen in de personeelsformaties van de C.S.A. worden gglobaliseerd. »

Art. 31. Artikel 133 is niet van toepassing.

Art. 32. In bijlage I dient het punt « A. Ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt :

« A. Ambtenaren-generaal :

Rang 16 Onderzoekssecretaris »

Het punt « B. Ambtenaren van de andere categorieën » wordt geschrapt.

Art. 33. In artikel 30ter van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, dienen de woorden « het Bureau » in plaats van de woorden « de Regering » te worden gelezen ».

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 34. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 35. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 maart 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
Ch. DUPONT

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 1943

[C - 2004/29136]

**17 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant la répartition des emplois contractuels et le cadre organique du Conseil supérieur de l'Audiovisuel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 février 2003 sur la Radiodiffusion, notamment les articles 137 et 140, § 3;

Vu l'avis motivé du comité supérieur de concertation du Secteur XVII, donné le 4 juin 2003;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 25 avril 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 30 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 mars 2004,

Arrête :

Article 1^{er}. Les emplois du niveau 1 occupés par du personnel contractuel se répartissent comme suit :

Fonction	Echelle de traitement	Nombre
Conseiller(ère)	120/4 ou 120/3	3
Conseiller(ère)	120/1	6
Attaché	100/1	7

Art. 2. Le cadre organique du Conseil supérieur de l'Audiovisuel est fixé comme suit :

Niveau 1 :

Secrétaire d'instruction		1
--------------------------	--	---

Niveau 2+ :

Premier(ère) gradué(e)	administratif	1
Gradué(e) ou gradué(e) principal(e) (*)	administratif	1

Niveau 2 :

Premier(ère) assistant(e)	administratif	1
Assistant(e) ou assistant(e) principal(e) (*)	administratif	6

Niveau 3 :

Premier(ère) adjoint(e)	administratif	1
Adjoint(e) ou adjoint(e) principal(e) (*)	administratif	1

(*) Application du principe de carrière plane.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de l'Audiovisuel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mars 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
Ch. DUPONT

Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL